

PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Région Nouvelle-Aquitaine

Unité Départementale des Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE complémentaire n°2422/2018/003
portant sur l'intégration par l'établissement exploité à AYHERRE par la société LAUAK
France par arrêté n°2022/2013/023 du 10 décembre 2013
de l'établissement exploité à HASPARREN par la société LAUAK France
par récépissé de déclaration n°09/IC/077 du 19 mars 2009

Le préfet des Pyrénées-atlantiques
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté du 21 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2564 relative au nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques ;
- VU l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 ;
- VU l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2422/2013/023 du 10 décembre 2013 autorisant la société ESKULANAK exploiter une installation de traitement de surface sur la commune d'AYHERRE ;
- VU le récépissé de déclaration n°09/IC/077 du 19 mars 2009 relatif à l'exploitation par la société ESKULANAK de ses installations de travail mécanique des métaux et de trempe, recuit ou revenu de métaux sur la commune d'HASPARREN ;
- VU la demande en date du 26 juillet 2016, par laquelle la société LAUAK France, dont le siège social est situé Zone artisanale Mugan à AYHERRE (64 240), demande l'intégration de l'établissement visé par le récépissé n°09/IC/077 du 19 mars 2009 susvisé par l'établissement visé par l'arrêté n°2022/2013/023 du 10 décembre 2013 susvisé ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 mai 2017 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques dans sa réunion du 15 juin 2017 ;

Considérant que l'intégration de l'établissement soumis à déclaration entraîne une modification du classement de l'établissement soumis à autorisation ;

Considérant que l'intégration de l'établissement soumis à déclaration n'est pas de nature à entraîner d'augmentation significative des risques et des impacts générés par l'établissement soumis à autorisation ;

Considérant que l'intégration de l'établissement soumis à déclaration, telle qu'elle est définie dans la demande du 26 juillet 2016 susvisée, permet de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-2 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-atlantiques ;

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET

L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n°2022/2013/023 du 10 décembre 2013 est modifié comme suit :

La société LAUAK France dont le siège social est situé Zone artisanale Mugan à AYHERRE (64 240) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire des communes d'AYHERRE et d'HASPARREN des installations suivantes :

Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Rubrique ICPE	Classement
Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) Supérieur à 1500 l.	2 lignes de traitement de surface TTS OAC : 90,3 m³ Passivation 6 m³	2565-2a	A
Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes.	2 lignes de traitement de surface TTS OAC : 90,3 m³ Passivation 6 m³	3260	A
Travail mécanique des métaux et alliages. B. Autres installations que celles visées au A. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW.	P _{installée} = 1636 kW	2560-B1	E
Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages.	P = 244 kW	2561	DC
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. B. Pour des solvants non visés en A ou pour des procédés utilisés sous-vide, le volume des cuves étant supérieur à 200 l	V = 2812 L	2564-B	DC
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour	Quantité maxi de produits appliquée : 80 kg/jour	2940-2b	DC

Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Rubrique ICPE	Classement
<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg</p>	Acide fluorhydrique 40 % : 126 kg	4110-2b	DC
<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p>	<p>5 réservoirs manufacturés de 1750 kg</p> <p>14 bouteilles de 13 kg</p> <p>Quantité totale : 8,932 t</p>	4718-2	DC
<p>Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 100 t</p>	<p>Lessive soude (30,5 %, d~1,33) : 200 L</p> <p>Total soude : 266 kg</p>	1630	NC
<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : Inférieure à 2 MW</p>	<p>Brûleur cabine peinture : 523 kW</p> <p>Brûleur étuve séchage : 174 kW</p> <p>$P_{thermique} = 697 \text{ kW}$</p>	2910-A	NC
<p>Ateliers de charge d'accumulateurs</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW</p>	<p>5 chargeurs soit $P_{max} = 6,72 \text{ kW}$</p>	2925	NC

A : Autorisation ;

E : Enregistrement ;

DC: Déclaration avec contrôle périodique ;

NC : non classé.

ARTICLE 2 : RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES

La société LAUAK France est tenue de respecter, outre son arrêté préfectoral d'autorisation n°2422/2013/023 du 10 décembre 2013, les réglementations suivantes :

- l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 21 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2564 relative au nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques ;
- l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la

protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 ;

- l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 3 : ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES

Le récépissé de déclaration n°09/IC/077 du 19 mars 2009 relatif à l'exploitation par la société ESKULANAK de ses installations de travail mécanique des métaux et de trempe, recuit ou revenu de métaux sur la commune d'HASPARREN est abrogé.

ARTICLE 4 : PLAN DU SITE

Le plan en annexe du présent arrêté est annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2422/2013/023 du 10 décembre 2013.

ARTICLE 5 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Pau :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 7 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie d'HASPARREN et à la mairie d'AYHERRE et peut y être consultée ;
- un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie d'AYHERRE et à la mairie d'HASPARREN pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Pyrénées Atlantiques pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 8 : NOTIFICATION ET EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-atlantiques, le sous-préfet de l'arrondissement de Bayonne, les maires d'AYHERRE et d'HASPARREN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société LAUAK France.

Pour copie conforme,
Pour le Préfet et par délégation
le Chef de l'Unité Territoriale 64

Yves BOULAIGUE

PO/F. DUBERT

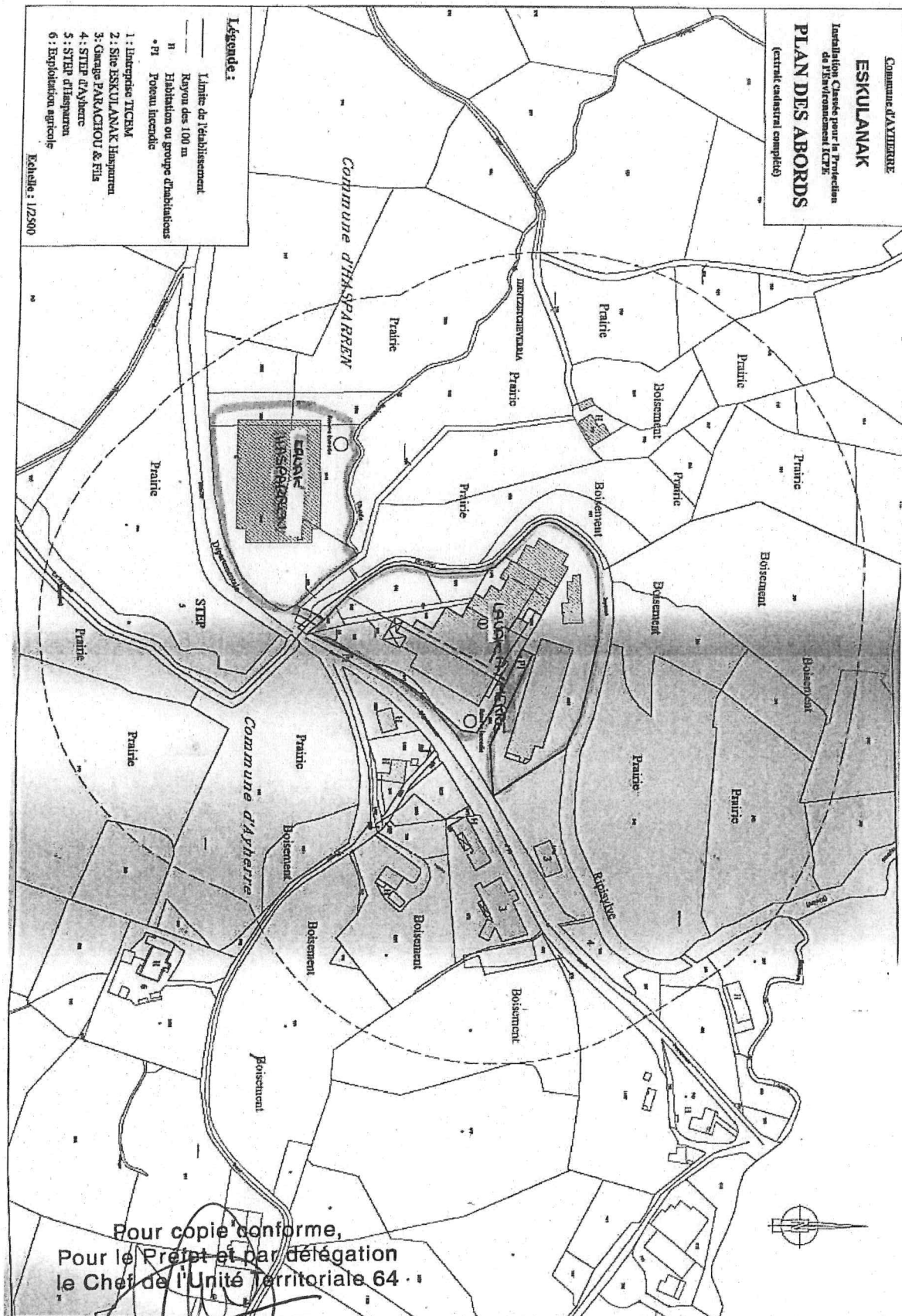
Fait à Pau le 19 MARS 2018

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Eddie BOUTTERA

ANNEXE I : PLAN DES ABORDS



Yves BOULAIGUE
PO/F. DUBERT